

l'unanimité par le Conseil national, que le Conseil fédéral en propose l'acceptation et que la commission de ce conseil, après un très bref débat, a elle aussi décidé de vous proposer de l'accepter.

Il faut dire que la motion vise une intensification des relations avec l'Erythrée, mais ce, dans la mesure du possible. Elle fournit des objectifs: tout d'abord, essayer d'obtenir davantage d'engagements de la part des autorités érythréennes, quant au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales; ensuite, essayer de décrocher un accord avec l'Erythrée, selon lequel elle accepterait de reprendre ses ressortissants, le tout accompagné du déploiement d'observateurs internationaux; enfin, tenter d'accompagner l'Erythrée dans son développement économique dans les années à venir.

Le Conseil fédéral a souligné qu'il soignait le dialogue avec l'Erythrée, qu'il tentait, pour ce faire, de se coordonner avec d'autres pays européens, que notre ambassade à Khartoum était régulièrement active en Erythrée pour tenter de faire progresser les discussions avec le gouvernement.

Sur le fond, le Conseil fédéral n'est évidemment pas opposé à la conclusion d'un accord de réadmission, mais jusqu'à présent, l'Erythrée a refusé systématiquement toute collaboration dans les cas de retours forcés, et nous ne disposons pas de garanties suffisantes quant à la sécurité des personnes retournant au pays pour procéder à des renvois à large échelle.

La commission a constaté que, bien que l'utilité de la motion puisse être discutée, les objectifs qu'elle fixait étaient déjà mis en oeuvre par le Conseil fédéral, et elle vous propose donc de l'accepter. Pour le même motif, selon lequel les objectifs de la motion sont déjà mis en oeuvre, quelques membres l'ont rejetée en commission.

En fin de compte, et par gain de paix, nous vous proposons d'accepter la motion et de classer ce dossier.

Le président (Comte Raphaël, président): Formellement, aucune proposition de minorité n'a été déposée. Une minorité s'est exprimée en commission, mais elle n'a pas déposé de proposition pour le rejet de la motion. Si aucune proposition n'est faite oralement, la motion sera ainsi adoptée.

Burkhalter Didier, conseiller fédéral: Nous partageons les objectifs de la motion, qu'elle soit adoptée ou non. Nous souhaitons souligner les trois points suivants.

1. Il faut être très clair: la situation en Erythrée reste difficile. Il y a des problèmes de détention arbitraire, de torture. Ce constat est non seulement lié à des déclarations et à des rapports de l'ONU, qui constituent évidemment nos bases, mais aussi au fait que la constitution érythréenne de 1997 n'a jamais été mise en oeuvre, que le parlement n'a pas été convoqué depuis plus de dix ans, que le président et l'armée interviennent dans le système judiciaire, que le pays est gouverné par des décrets présidentiels et que la situation économique est en train de se détériorer assez nettement. La situation n'est pas très brillante non seulement sur le plan économique, mais sur les plans politique et des droits de l'homme non plus.

2. Cela dit, la Suisse est prête à reconnaître et à encourager toute amélioration. Pour le moment, nous constatons qu'il n'y a pas d'amélioration du côté des droits de l'homme. Nous constatons que le gouvernement érythréen est revenu officiellement sur son annonce de limiter dans le temps le service national et nous constatons que le CICR, avec qui nous sommes en contact étroit, n'a pas obtenu l'accès aux lieux de détention, ce qui est un point essentiel pour la Suisse et pourrait être une sorte de point d'entrée pour le lancement d'un véritable dialogue.

A ce deuxième point, j'aimerais ajouter un élément positif: il y a eu un accord entre l'ONU et l'Erythrée, relatif à un programme en matière de droits de l'homme. Il n'y a pas encore de progrès tangible, mais il y a eu un accord important, et nous suivons cela de près.

3. Nous voulons renforcer les relations bilatérales avec l'Erythrée. La Suisse et l'Erythrée entretiennent des relations

bilatérales depuis 1993. Nous cherchons à intensifier le dialogue avec le gouvernement érythréen sur place, en Suisse et dans le cadre multilatéral. Nous avons salué, dans ce cadre, la résolution relative à l'examen périodique universel et également celle sur le renforcement de la commission d'enquête sur les droits de l'homme.

Nous cherchons à coordonner les actions sur le plan international, surtout avec les pays européens qui sont dans des situations assez comparables à la nôtre, et nous voulons par ce biais obtenir un agenda avec des progrès à réaliser des deux côtés. Nous cherchons aussi à nous engager sur place, en soutenant quelques projets ciblés afin d'encourager et de tester la volonté du gouvernement érythréen, nous le disons clairement. Ainsi, nous soutenons, depuis janvier 2016, un projet proposant des cours de formation professionnelle à des jeunes Erythréens. Nous examinons actuellement un éventuel soutien au projet visant à inscrire la ville d'Asmara sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Nous évaluons d'autres engagements dans des projets ciblés avec l'ONU ou d'autres organisations partenaires en Erythrée pour améliorer le respect des droits de l'homme ainsi que les conditions sociales et économiques sur place. Je conclurai en disant que nous vous proposons d'approuver cette motion, dans la perspective d'engager un véritable processus, basé sur des étapes de progrès concret. Mais nous le disons encore une fois très clairement: ces progrès dépendent aussi des mesures qui vont être prises par le gouvernement érythréen, des mesures en faveur des gens, en faveur du peuple, en faveur des droits de l'homme, des mesures que nous sommes vraiment prêts à encourager, à reconnaître, à saluer, mais des mesures qui aujourd'hui restent encore à prendre.

Angenommen – Adopté

08.432

Parlamentarische Initiative Marra Ada.

Die Schweiz muss ihre Kinder anerkennen

Initiative parlementaire Marra Ada. La Suisse doit reconnaître ses enfants

Differenzen – Divergences

Nationalrat/Conseil national 17.06.11 (Frist – Délai)

Nationalrat/Conseil national 21.06.13 (Frist – Délai)

Nationalrat/Conseil national 11.03.15 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 10.09.15 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 13.06.16 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 13.09.16 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 15.09.16 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 27.09.16 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 28.09.16 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 30.09.16 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 30.09.16 (Schlussabstimmung – Vote final)

2. Bundesgesetz über das Schweizer Bürgerrecht (Erleichterte Einbürgerung von Personen der dritten Ausländergeneration)

2. Loi sur la nationalité suisse (Naturalisation facilitée des étrangers de la troisième génération)

Art. 24a Abs. 1 Bst. a

Antrag der Mehrheit

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Stöckli, Abate, Bruderer Wyss, Caroni, Cramer)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 24a al. 1 let. a

Proposition de la majorité
Maintenir

Proposition de la minorité

(Stöckli, Abate, Bruderer Wyss, Caroni, Cramer)
Adhérer à la décision du Conseil national

Müller Philipp (RL, AG), für die Kommission: Sie sehen es an der Geschäftsnr. dieser Vorlage, 08.432, dass es eine parlamentarisch gesehen mittlerweile doch sehr alte Vorlage ist. Sie funktioniert nach dem Motto: Zwei Schritte vorwärts und einer zurück – und am Schluss noch ein bisschen Drehen an Ort.

Worum geht es? Personen der dritten Ausländergeneration sollen kraft ihrer Geburt in der Schweiz erleichtert eingebürgert werden können. Nachdem bereits ihre Grosseltern in die Schweiz eingewandert und ihre Eltern in der Schweiz aufgewachsen sind, fühlen sie sich in der Regel als Schweizerinnen und Schweizer und werden in der Regel auch als solche betrachtet. Im Unterschied zu der im Jahre 2004 knapp gescheiterten Vorlage sieht die jetzige Vorlage keinen Automatismus der Einbürgerung aufgrund der Geburt in der Schweiz, also nicht das sogenannte «ius soli», vor. Die Einbürgerung kann auf Gesuch hin erteilt werden. Das heisst: Die Erteilung erfolgt nur im Nachgang einer bewussten und willentlichen Erklärung der Eltern oder der betroffenen Person selbst.

Obwohl die vorgeschlagene Lösung keine automatische Einbürgerung bei Geburt im Sinne eines «ius soli» vorsieht, wird die Erteilung des Bürgerrechts letztlich dennoch von der Geburt in der Schweiz abhängig gemacht. Die vorgeschlagene Änderung des Bürgerrechtsgesetzes setzt daher eine entsprechende Änderung der Bundesverfassung voraus. Eine Abstimmung ist also angesagt.

Mit der Vorlage soll im Bereich der Einbürgerung für die dritte Ausländergeneration eine gesamtschweizerische, einheitliche Regelung sichergestellt werden. Die heute stark unterschiedlich ausgestalteten kantonalen Einbürgerungsvoraussetzungen für diese Personenkategorien werden zunehmend als stossend, rechtsungleich und zufällig empfunden. Die Vorlage liegt auch in der Tradition des vom Parlament im letzten Jahr verabschiedeten Bürgerrechtsgesetzes, das aber noch nicht in Kraft ist und welches ebenfalls für eine Vereinheitlichung der Voraussetzungen und Kriterien für eine ordentliche Einbürgerung in der Schweiz sorgen soll.

Nachdem nun sowohl Nationalrat wie auch Ständerat mehrfach über die Vorlage beraten und sie zwischenzeitlich zurückgewiesen haben, nachdem die Kommissionen sich sehr oft darüber gebeugt haben, kann man nun davon ausgehen, dass dies hier eine Vorlage ist, die das Ziel und den Zweck der ursprünglichen parlamentarischen Initiative Marra erreicht.

Es gibt jetzt noch zwei Differenzen. Ihre Kommission hat heute früh diese zwei Differenzen beraten und mehrheitlich beschlossen, bei beiden Differenzen festzuhalten.

Bei der ersten Differenz geht es um die Grosselterneneration, um es so zu sagen, also um die erste Generation. Die Kommissionsmehrheit will hier an der ursprünglich von unserem Rat beschlossenen Formulierung festhalten. Der Nationalrat seinerseits hat ebenfalls festgehalten.

Es geht hier darum, wie man nachweisen oder – gemäss Nationalrat – glaubhaft machen soll, dass ein Grosselternteil vor langer Zeit einmal ein Aufenthaltsrecht in der Schweiz hatte. Der Nationalrat ist der Meinung, es genüge ein Glaubhaftmachen. Die Kommission hat sich mehrheitlich für das indikative Modell, sprich für einen Nachweis des Aufenthalts eines Grosselternteils, ausgesprochen. Die Mehrheit empfiehlt Ihnen – das Stimmenverhältnis war 7 zu 5 –, an der von Ihnen beschlossenen Variante festzuhalten.

Das Hauptargument war, dass auch bei der jetzt von der Kommission beschlossenen Variante ein indirekter Nachweis durch ein Steuerregister, durch Schulzeugnisse und dergleichen, also durch ein schriftliches amtliches Dokument, genügen sollte; dies zuhanden der Materialien. Die zugehörige Verordnung würde diese Details entsprechend regeln und festhalten.

Die zweite Differenz finden Sie bei den Übergangsbestimmungen auf Seite 3 der deutschsprachigen Fahne. Wir haben ja grundsätzlich beschlossen, dass wir die erleichterte Einbürgerung von Ausländerinnen und Ausländern der dritten Generation auf die Jahre bis zum vollendeten 25. Altersjahr beschränken wollen; dies aus Gründen des Militärdienstes, konkret, damit die Militärdienstpflicht nicht umgangen wird, indem gewartet wird, bis die Militärdienstpflicht nicht mehr gegeben ist.

Nun hat der Nationalrat die Überlegung angestellt, dass andere, nämlich die älteren Drittgenerations-Ausländerinnen und -Ausländer, ebenfalls die Möglichkeit haben sollen, eine erleichterte Einbürgerung zu erreichen. Er hat in den Übergangsbestimmungen entsprechend eine Änderung eingefügt – Sie können sie lesen; ich muss sie Ihnen ja wahrscheinlich nicht vorlesen. Wir haben in der Kommission diesen Punkt diskutiert und Folgendes festgehalten – ich spreche von der Kommissionsmehrheit –: Wir reden eben nach wie vor von Kindern, also von der dritten Generation, eben von den Kindern der zweiten Generation. In diesem Zusammenhang wollen wir eben nicht, dass 40- oder gar 50- und 60-Jährige, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes die Voraussetzungen für die erleichterte Einbürgerung erfüllen, dann sozusagen als Kind davon profitieren können. Dies beruht nicht zuletzt auf der Überlegung, dass eine ordentliche Einbürgerung nach so langer Zeit in der Schweiz zumutbar und selbstverständlich auch möglich ist, zumal ja die Kriterien auch bei der erleichterten Einbürgerung gesetzt sind und eben eine gute Integration voraussetzen.

Mit 8 zu 4 Stimmen hat daher heute Morgen die SPK Ihres Rates beschlossen, Ihnen zu beantragen, dass wir auch hier festhalten und die Übergangsbestimmung, die der Nationalrat eingefügt hat, streichen wollen.

Stöckli Hans (S, BE): Der Sprecher der Kommissionsmehrheit hat gesagt, unser Ziel sei es, die Idee der erleichterten Einbürgerung, welche mit der parlamentarischen Initiative Marra ins politische Diskussionsfeld gerückt ist, zu verwirklichen. Ich stelle mir aber die Frage, ob das mit dem Vorhaben der Kommissionsmehrheit wirklich erreicht werden kann.

Worum geht es? Es geht darum, dass die erleichterte Einbürgerung ja nur möglich ist, wenn ein Kind die Niederlassungsbewilligung hat und mindestens fünf Jahre in der Schweiz zur Schule gegangen ist. Das muss aber ein Kind eines Elternteils sein, der selbst auch die Niederlassungsbewilligung hat und mindestens zehn Jahre in der Schweiz gelebt hat, wovon er aber mindestens fünf Jahre in der obligatorischen Schule gewesen sein muss. Man muss sich das einmal vorstellen: Das ist eine erhebliche Einschränkung.

Nun geht es noch um die zweite Vorgeneration, um die Grosseltern, die in den Vierziger-, Fünfziger-, Sechziger- oder Siebzigerjahren in unserem Land gelebt haben. Die Kommissionsmehrheit möchte für diese den direkten Beweis des Aufenthaltsrechts verlangen, obwohl es zu diesem Zeitpunkt noch gar keine nationalen Register gab; die entsprechende Gesetzgebung ist nämlich erst im Jahre 1972 in Kraft gesetzt worden. Wie der Nationalrat erachtet es auch die nun grössere Kommissionsminderheit als ausreichend, wenn glaubhaft gemacht werden kann, dass ein Grosselternteil ein Aufenthaltsrecht besass. Der Unterschied zwischen dem Glaubhaftmachen und dem Direktbeweis liegt nämlich darin, lieber Kollege Müller, dass auch der Bezug weiterer Beweismittel als nur eines Ausländerausweises, eines ausländerrechtlichen Dokumentes oder eines Eintrages in die ausländerrechtlichen Register möglich ist. Wie Sie selbst sagen, wäre es auch möglich, Auszüge aus dem Steuerregister, aus dem Geburtenregister, Schulrodel oder

andere Beweise für das Aufenthaltsrecht in der Schweiz vorzulegen.

Ich denke, in Bezug auf die erste Generation, die Grosseltern, wäre das absolut genügend. Denn diese Leute haben kaum während eines halben Jahrhunderts ihre Ausländerdokumente vererbt oder dergestalt aufbewahrt, dass sie in der Lage sind, diesen direkten Beweis zu erbringen. Ich erinnere nochmals an die bundesgerichtliche Praxis, die da sagt: Glaubhaft gemacht ist eine Behauptung, von deren Wahrheit der Richter nicht völlig überzeugt ist, sie aber überwiegend für wahr hält, obwohl nicht alle Zweifel beseitigt sind. Das bedeutet Glaubhaftmachen. Es wird eine sehr hohe Anforderung an die Indizien gestellt. Dementsprechend kann keine Rede davon sein, dass mit der Version des Nationalrates irgendwelche ungerechtfertigten Vorteile erhalten werden können – umso mehr, als das Gesuch durch den Bund, durch die Bundesbehörden geprüft werden muss und die Gefahr nicht besteht, dass 26 verschiedene Auslegungen stattfinden. Zudem hat Frau Bundesrätin Sommaruga heute Morgen klar zu erkennen gegeben, dass sie gewillt ist, in der Verordnung, die es sowieso braucht, um den Aufenthalt zu definieren, die Dokumente, welche die Glaubhaftmachung ermöglichen sollten, namentlich zu erwähnen. Damit sind die Voraussetzungen dafür geschaffen, dass wir hier tatsächlich denjenigen die erleichterte Einbürgerung ermöglichen, welche sie auch verdienen.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Der Nationalrat hat die Änderungen, die Sie bei dieser Vorlage vorgenommen haben, weitgehend übernommen. Es gibt jetzt noch bei zwei Punkten eine Differenz. Ich habe in der Diskussion von heute Morgen festgestellt, dass eigentlich sehr viel Einigkeit besteht. Es besteht nämlich Einigkeit darüber, dass die Grosseltern bereits ein Aufenthaltsrecht in der Schweiz gehabt haben müssen, damit die dritte Generation ein Gesuch um erleichterte Einbürgerung stellen kann. Die Frage ist jetzt nur noch, wie man das beweist oder was man hier vorlegen muss. Sie sind sich auch einig: Weil das elektronische Ausländerregister ja erst seit 1972 geführt wird, müssen auch andere Beweismittel gelten, zum Beispiel eben Einträge im Geburtenregister, im Steuerregister oder in anderen Registern. Solche Beweismittel sollen ebenfalls gelten; auch da besteht also keine Differenz.

Es stellt sich jetzt einfach die Frage, wie wir dabei vorgehen sollen. Sie haben in der letzten Debatte gesagt, Sie möchten es so formulieren, dass es einen Nachweis des Aufenthaltsrechtes in der Schweiz braucht, haben dann aber selber gesagt, in der Verordnung könne man das relativ breit fassen. Im Nationalrat wurde eigentlich genau das Gleiche gesagt und ergänzt, man solle im Gesetz doch gleich festhalten, dass es sich um eine Glaubhaftmachung handle, und in der Verordnung nachher definieren, um welche Register es gehe.

Ich glaube, die Differenzen sind äusserst klein. Die beiden Räte könnten das jetzt zwar hin und her debattieren, sie meinen aber genau das Gleiche. Was ich Ihnen heute sagen kann, ist erstens: Die erleichterte Einbürgerung ist ein zentrales Verfahren. Gerade hier wird es also nicht je nach Kanton unterschiedlich sein. Dieses Verfahren definiert eben gerade der Bund. Das gehört zum Wesen der erleichterten Einbürgerung. Zweitens ist es ein schriftliches Verfahren. Es ist also auch nicht so, dass jemand kommen und sagen kann: Ich kannte den Grossvater des Gesuchstellers. Das geht nicht mündlich, es muss schriftlich eingereicht werden. Drittens werden wir in der Verordnung ohnehin festlegen müssen, um welche Registereinträge es geht. Auch hier gibt es keine Differenzen. Wir werden das tun, und zwar abschliessend; wir werden nicht einfach beispielhaft aufzählen. Jetzt ist die Frage wirklich nur noch: Ist die Glaubhaftmachung – mit der Klärung der Frage auf Verordnungsstufe, um welche Registereinträge es sich handelt – die richtige Piste? Das ist der Beschluss des Nationalrates. Oder wollen Sie beim Nachweis bleiben? Da muss ich dann ehrlich sagen: Es ist vielleicht nicht mehr ganz korrekt, dass Sie einerseits sagen, es brauche einen Nachweis, welcher letztlich eben

ein Eintrag in einem fremdenpolizeilichen Register wäre, und dass Sie das andererseits dann in der Verordnung aber etwas weiter definiert haben wollen. Ich denke, das Wichtigste ist das, was Sie hier zuhanden der Materialien festhalten. Noch einmal: Da gibt es keine Differenz, materiell kann ich keine Differenz feststellen.

Nachdem Ihnen der Nationalrat in sämtlichen anderen Punkten entgegengekommen ist, würde ich Ihnen in diesem Fall gerne beliebt machen, sich hier dem Nationalrat anzuschliessen, solange es hier ja eben keine materiellen Differenzen gibt. Die Verordnung werden wir machen. Wir werden sie Ihren Kommissionen auch gerne vorlegen; Sie haben das Recht, dazu konsultiert zu werden. Von daher glaube ich, dass hier eine Einigung möglich sein sollte.

Ich bitte Sie, die Minderheit zu unterstützen und sich dem Nationalrat anzuschliessen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 24 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 16 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Art. 51a

Antrag der Mehrheit

Streichen

Antrag der Minderheit

(Caroni, Bruderer Wyss, Cramer, Stöckli)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 51a

Proposition de la majorité

Biffer

Proposition de la minorité

(Caroni, Bruderer Wyss, Cramer, Stöckli)

Adhérer à la décision du Conseil national

Le président (Comte Raphaël, président): Le rapporteur de la commission, Monsieur Müller Philipp, a déjà évoqué cette divergence.

Caroni Andrea (RL, AR): Es geht hier um die Frage der Alterslimite beziehungsweise der Übergangsregelung dieses Gesetzes. Die ursprüngliche Fassung von Bundesrat und Nationalrat sah gar keine Alterslimite vor. Sie sah einfach vor, dass sich erleichtert einbürgern lassen darf, wer in der dritten Generation gewisse Bedingungen erfüllt. Unser Rat hat dann in seiner Weisheit erkannt: Moment, hier besteht ein Missbrauchspotenzial! Es könnte sein, dass sich jemand vor dem Militärdienst drückt und mit der erleichterten Einbürgerung wartet, bis er 26 Jahre alt ist – daher diese Alterslimite, die wir zu Recht eingeführt haben. Der Nationalrat hat nun in seiner ergänzenden Weisheit gemerkt: Moment, es gibt Leute, die heute schon 26 Jahre alt sind, alle geforderten Kriterien erfüllen und den Militärdienst gar nicht umgehen könnten! Warum sollen wir für diese eine sie ausschliessende Alterslimite einführen? Das heisst, der ursprüngliche Grund für diese Limite fällt bei diesen Personen weg, und der Nationalrat hat das korrigiert beziehungsweise ergänzt. So wäre der Zweck dieser Limite wirklich nur auf die potenziellen «Militärdienstverweigerer» bezogen.

Nun stelle ich fest, dass die Kommissionsmehrheit dennoch an dieser Limite festhalten will, aber mit komplett neuen Argumenten – der Militärdienst ist als Thema jetzt ja erledigt. Der Kommissionssprecher hat die beiden neuen Argumente erwähnt: Das erste Argument ist, dass ja kein Kind mehr ist, wer über 25 Jahre alt ist, im Titel der diesem Gesetz zugrundeliegenden parlamentarischen Initiative aber steht, es müsse um «Kinder» der Schweiz gehen. Hierzu möchte ich einfach sagen, dass es im Sinne dieses Gesetzes bei den Kindern um Nachkommen der dritten Generation geht. In diesem Sinne sind wir alle – also der Kommissionssprecher mit 64 Jahren und ich mit 36 Jahren – Kinder und Grosskinder unserer Vorfahren. Diese Einschränkung war vom Ge-

setz nie so angedacht. Ich meine, auch mit 25 Jahren ist man ja kein «Kind» mehr.

Das zweite Argument, das vorgebracht wurde, lautet, dass, wer so alt ist, wahrscheinlich ja so lange in der Schweiz ist, dass er sich ordentlich einbürgern lassen kann. Das stimmt. Nur: Wenn wir das Gesetz, wie wir es heute verschärft haben, genau anschauen, stellen wir fest, dass fast alle anderen, auch die Jungen, sich auch schon ordentlich einbürgern lassen können. Jene, die von diesem Gesetz erfasst werden, müssen nämlich fünf Jahre die obligatorische Schule in der Schweiz besucht haben und hier geboren sein. Wenn Sie das zusammenrechnen, kommen Sie locker auf neun oder zehn Jahre; das reicht dann meistens für eine ordentliche Einbürgerung.

Zusammengefasst: Dieses Gesetz erfasst eigentlich durch die Bank von 10-Jährigen bis 99-Jährigen fast immer nur Leute, die sich auch ordentlich einbürgern lassen könnten. Der Benefit oder das Privileg, das wir der dritten Generation einräumen, ist nicht, dass sie sich überhaupt neu einbürgern kann, sondern dass sie es eben erleichtert tun kann. Sie müssen dann nicht bei der Gemeindebehörde antraben und ihre Sprachkenntnisse nach der Schulzeit unter Beweis stellen, sondern sie haben das einfache Bundesverfahren. Das gilt aber für alle Altersklassen. Daher gibt es, abgesehen vom geregelten Militärdienst, eigentlich keinen Grund, jetzt an dieser künstlichen Hürde für alle festzuhalten, weshalb ich Ihnen beantrage, hier dem Nationalrat zu folgen.

Ich darf noch die Ironie des Momentes festhalten, dass ich als Zweitjüngster im Rat Sie dazu aufrufen möchte: Bitte vergessen Sie auch die älteren Menschen in diesem Lande nicht!

Müller Philipp (RL, AG), für die Kommission: Nach diesem rhetorischen juristischen Feuerwerk und angesichts der Tatsache, dass ich offenbar zumindest juristisch gesehen noch ein Kind bin, erlaube ich mir eine kurze Replik.

Wenn Sie sich die Vorlage anschauen, dann sehen Sie, dass Kollege Caroni Recht hat: Ein Elternteil bzw. die betreffende Person, die erleichtert eingebürgert werden will, muss mindestens fünf Jahre in der Schweiz zur Schule gegangen sein. Damit ist eigentlich auch schon klar, dass diese Übergangsbestimmung ein Anachronismus ist. Wer hier in die Schule gegangen ist und mit 30, 40 oder 50 Jahren plötzlich auf die Idee kommt, sich erleichtert einbürgern zu lassen, muss sich doch die Frage gefallen lassen, weshalb er dies nicht schon lange im ordentlichen Verfahren getan hat.

Heute sind ordentliche Verfahren – zumindest sehe ich dies in meiner Gemeinde hautnah – nicht mehr Modalitäten unterworfen, wie wir sie aus dem Film «Die Schweizermacher» kennen. Ordentliche Verfahren sind – ich kann das nur für meine Gemeinde sagen, höre dies aber auch von anderen Gemeinden – relativ einfache Verfahren, man könnte fast sagen Massenverfahren, die eine gewisse Routine im Ablauf beinhalten. Es stellt sich deswegen die Frage: Wenn wir eine Vorlage mit der ausdrücklichen Formulierung «für Drittgenerationsausländer, in der Regel Kinder, die hier zur Schule gegangen sein müssen» machen, ist es dann nötig, dass wir auch jenen, die jahrzehntelang in der Schweiz gelebt haben und sich nie ordentlich einbürgern lassen wollten, plötzlich eine erleichterte Einbürgerung ermöglichen? Das kann ich nicht nachvollziehen.

Ich bitte Sie, im Sinne der Kommissionsmehrheit an unserer Fassung festzuhalten und den Antrag des Nationalrates bzw. der Minderheit abzulehnen.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Es ist natürlich mit dieser Vorlage schon nicht so, dass sie einfach für Personen gedacht ist, die schon lange hier leben. Die erleichterte Einbürgerung ist vielmehr für Menschen vorgesehen, die hier leben, in die Schule gegangen sind, deren Eltern auch schon hier in die Schule gegangen sind und deren Grosseltern auch schon hier gelebt haben. Das ist natürlich eine andere Qualität von Hier-anwesend-Sein und Sich-hier-auch-zu-Hause-Fühlen. Wie gesagt, es gibt sehr viele solche Personen einer Drittgeneration, die keinen Schweizer Pass ha-

ben, von denen wir das gar nicht wissen. Wir haben keine Ahnung, dass sie nicht den Schweizer Pass haben. Wir wissen einfach, dass es für diese Menschen schon etwas sehr anderes ist, ein Einbürgerungsgesuch zu stellen und dann vor der Gemeindekommission noch zu sagen, dass sie tatsächlich richtig Deutsch sprechen können, und plötzlich noch Fragen zur Schweizer Geschichte und Schweizer Staatskunde beantworten zu müssen. Die Hürde, dass man befürchtet, dass dann plötzlich irgendetwas nicht gutgeht oder irgendetwas herauskommt oder irgendetwas nicht gut ist, ist offenbar höher als bei Personen, die hierher gekommen sind, ihre 12 Jahre hier verbracht haben und ein Einbürgerungsgesuch stellen. Es ist schon eine andere Geschichte. Stellen Sie sich das vor: Ihre Eltern sind hier zur Schule gegangen, Ihre Grosseltern haben hier gelebt. Das ist ein Anwesenheitsgefühl, denke ich, ein Heimatgefühl, das doch in einem ganz besonderen Ausmass vorhanden ist. Deshalb machen Sie ja diese ganze Vorlage. Sie machen sie nicht einfach, um ein paar Jugendlichen die Einbürgerung zu erleichtern. Die Vorlage hat eine Vorgeschichte mit dieser Voraussetzung, dass eben bereits die dritte Generation hier anwesend ist.

In diesem Sinne, denke ich, ist die Übergangsbestimmung, wie sie der Nationalrat vorschlägt, eigentlich richtig. Ich habe auch Ihre Einschränkung unterstützt. Ich denke, es kann nicht sein, dass jemand so lange wartet, bis er den Militärdienst oder die Rekrutenschule nicht mehr absolvieren muss, und dann das Gesuch stellt. Für diese Einschränkung habe ich Verständnis. Aber dass Sie jetzt diese Frist eingefügt haben und alle anderen, die jetzt schon hier sind, dann einfach plötzlich von der erleichterten Einbürgerung nicht profitieren können, ist auch etwas willkürlich. Eine solche Fristsetzung ist ja immer willkürlich. Ich denke, der Nationalrat hat hier eigentlich eine sehr gute Lösung gefunden, wie Sie mit dieser Frist, die Sie zu Recht gesetzt haben, umgehen können. Ich bitte Sie auch hier, sich dem Nationalrat anzuschliessen.

Wenn es dann zur Einigungskonferenz kommt – ich sage das einfach mal so –, müsste man sich vielleicht im Zusammenhang mit dem Thema, das Sie vorher abgehandelt haben, nochmals zum Wort Glaubhaftmachung Gedanken machen. Ich merke einfach, dass Sie sich offenbar jetzt etwas stark daran stören. Hier müsste man vielleicht halt dann noch einmal eine Alterslimite einsetzen, damit mindestens Jugendliche, die jetzt zufällig gerade schon 26 Jahre alt sind, nicht einfach von dieser erleichterten Einbürgerung ausgeschlossen werden. Aber wir sind ja noch nicht so weit. Es besteht Hoffnung, dass Sie sich dem Nationalrat anschliessen und diese Differenz ausräumen, was ich Ihnen gerne empfehlen würde.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 27 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 16 Stimmen
(0 Enthaltungen)